

Qui parle au nom de l'euro ?

LE POINT DE VUE DE SYLVIE GOULARD

Poser la question de l'avenir de l'euro dans la mondialisation, c'est déjà répondre aux interrogations sur la monnaie unique : l'euro n'a pas seulement été créé pour compléter le marché unique mais aussi pour doter l'UE d'une devise de réserve globale. Hélas, les leaders actuels semblent l'avoir oublié. La gestion de la crise grecque comme la réforme de la gouvernance économique ignorent la dimension externe de la monnaie.

Nul ne songe à unifier la représentation externe de la zone euro. Le traité de Lisbonne, voulu et négocié par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, notamment, prévoit pourtant que « le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les mesures appropriées pour assurer une représentation unifiée [de la zone euro] au sein des institutions et conférences financières internationales » (art. 138). Une représentation commune de l'euro au FMI donnerait au monde le signal que les Européens croient vraiment à leur communauté de destin. C'est le moment où jamais, à la fois pour le symbole et pour peser plus dans la gestion de la crise de la dette souveraine. Actuellement, les Européens se tirent une balle dans le pied. Au lieu de faire valoir qu'au FMI notre poids est équivalent à celui des Etats-Unis, nous nous divisons jusqu'à l'absurde. La Belgique préside un groupe d'Etats qui comprend la très démocratique Biélorussie et un pays émergent comme la Turquie ; la Finlande est le seul membre de la zone euro parmi les nordiques ; l'Espagne espère que Mme Lagarde sera élue directrice générale du Fonds monétaire international mais votera pour le Mexicain Agustín Carstens en raison du rattachement de Madrid à l'Amérique latine, a déclaré Elena Salgado, la ministre des Finances espagnole...

Au G20, les délégations européennes sont pléthoriques. L'Europe compte à la fois des représentants communautaires incarnant la volonté générale - le président de la Commission, le président du Conseil européen ou celui de la Banque centrale -, mais aussi des

responsables des pays les plus peuplés de l'UE, fort occupés à défendre leurs intérêts spécifiques. Ainsi, l'Allemagne a défendu une ligne proche de celle de la Chine contre les efforts de la présidence française, au sujet des indicateurs destinés à mesurer les déséquilibres macroéconomiques globaux.

Comment s'étonner que nos partenaires ne sachent plus qui parle au nom de l'UE ? Comment leur reprocher de privilégier l'unilatéralisme quand nous-mêmes foulons aux pieds le multilatéralisme européen et nous affranchissons notamment des devoirs collectifs liés à la supranationalité ? Fin juin, John Lipsky, actuel directeur intérimaire du FMI, a tancé les Européens en leur demandant de moins palabrer et d'agir. Notre gouvernance clignotante, où quelques éclairs de lucidité européenne alternent avec un sombre nationalisme, atteint manifestement ses limites.

Le refus de mettre en commun une partie de la dette des Etats de la zone euro offre un autre exemple de nos contradictions. L'euro bénéficiera pleinement des avantages de son statut global lorsqu'un marché d'obligations liquide, global, équivalent au marché du T-bond américain verra le jour. A l'heure actuelle, nombre d'Etats de la zone euro (y compris AAA) se financent à des coûts accrus par la segmen-

Nous souffrons d'une gouvernance clignotante où quelques éclairs de lucidité européenne alternent avec un sombre nationalisme.

tation des offres. Même le marché du Bund allemand est relativement restreint. Au-delà des avantages concrets que nous pourrions en tirer, ce serait un autre moyen de rassurer citoyens et marchés sur la pérennité de la zone euro. C'est le pas que les Américains ont franchi dès 1790 en créant une dette fédérale. Naturellement, de tels progrès devraient être impérativement accompagnés d'une démocratisation accrue. C'est pourquoi, au Parlement européen, nous nous sommes efforcés de pousser, dans le « paquet gouvernance économique » ayant fait l'objet d'un premier vote le 23 juin, à la fois l'émission d'eurobonds et le développement d'un nouveau type de dialogue entre les ministres nationaux et le Parlement européen.

La crise de la périphérie de la zone euro s'aggrave du seul fait que l'UE envoie tous les jours des signaux contradictoires au monde : nos gouvernants se déclarent prêts à faire tout ce qui est requis pour sauvegarder l'euro. Tout... sauf ce qui ferait de l'Europe un acteur mondial, uni, fort, perçu comme tel. Encore faudrait-il que nos dirigeants soient plus préoccupés de leur image à l'extérieur que de leurs luttes intestines.

Sylvie Goulard
est députée européenne (Alde)